

Theo offre asile

L'ÉDITO

par Nathanaël JACOMIN

Ce qui est choquant dans la proposition de Theo Francken, ce n'est pas d'accueillir en Belgique le dirigeant séparatiste Charles Puigdemont. Car ce n'est pas la première fois qu'il met la majorité fédérale dans le pétrin. Et Charles Michel a appris à vivre avec cet embarrassant secrétaire d'État à qui tout semble permis. Même si cette fois il fait un vrai pied de nez à l'Europe, le président du Conseil Donald Tusk ayant condamné la proclamation d'indépendance de la Catalogne et marqué son soutien inconditionnel au gouvernement de Madrid. Par contre, cette nouvelle proposition saugrenue et populiste a quelque chose de profondément révoltant pour ceux et celles qui mendient ce statut de réfugié à la Belgique et qui se heurtent depuis des mois à l'intransigeance de Francken. Car jusqu'ici le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration a toujours pris des décisions qui vont à l'encontre de ce que devrait être sa mission au sein de ce gouvernement : offrir la protection à ceux et celles qui fuient un pays en guerre. Et puis soudainement, alors que l'Espagne et la Catalogne ne sont pas en guerre, notre

secrétaire d'État se la joue grand défenseur de l'esprit de la Convention de Genève qui reconnaît à tout être humain le droit de chercher et de bénéficier de l'asile.

N'oublions pas que ce même secrétaire d'État a été condamné pour avoir refusé l'asile à ces Namurois qui voulaient accueillir une famille qui fuyait les bombes d'Alep, sous le couvert de ne pas voir arriver des milliers de Syriens dans notre pays. Ne craint-il pas non plus, en proposant l'asile à M. Puigdemont, créer un appel d'air pour tous les Catalans qui se sentiraient menacés politiquement ?

En déballant le tapis rouge pour l'un et les barbelés pour d'autres, notre secrétaire d'État indépendantiste détourne le droit d'asile pour l'utiliser à des fins de propagande.

Charles Michel a d'ailleurs dû rassurer la scène internationale en déclarant que cette demande d'asile n'était pas à l'ordre du jour et en demandant à Francken de ne pas jeter de l'huile sur le feu.

Il faudrait aussi lui rappeler qu'il n'est pas (encore) le Premier ministre ou le ministre des affaires extérieures de la république flamande.